



Réglementation, Accès aux marchés internationaux, Politique industrielle

«Buy European» n'est ***pas la panacée***

15.07.2026

D'un coup d'oeil

- L'UE multiplie les mesures de politique industrielle pour renforcer sa compétitivité
- La politique industrielle de plus en plus affirmée de l'UE a des conséquences directes sur l'économie suisse
- Le protectionnisme n'est pas la bonne réponse face aux défis géopolitiques. La compétitivité s'appuie sur la productivité, l'ouverture et l'innovation, et non sur le repli sur soi

Face aux tensions géopolitiques et à l'intensification de la concurrence mondiale, de plus en plus d'États recourent à des mesures de politique industrielle afin de retenir sur leur territoire des industries et des technologies d'importance stratégique. Alors que les États-Unis et la Chine apportent un soutien ciblé à leur industrie indigène, l'Union européenne (UE) mène elle aussi une politique économique de plus en plus interventionniste. Grâce à des initiatives telles que le «Clean Industrial Deal», le «Net-Zero Industry Act» ou encore une préférence européenne renforcée du côté des marchés publics et des instruments de financement, elle entend maintenir les technologies stratégiques en Europe, réduire les dépendances et renforcer sa compétitivité industrielle.

L'actuel projet d'«Industrial Accelerator Act» (IAA) constitue un outil décisif de cette stratégie. Outre des procédures d'autorisation accélérées pour des projets industriels d'importance stratégique, cette loi prévoit également la mise en place d'une préférence européenne («Made in EU»). Dans des secteurs tels que les industries à forte intensité énergétique, les technologies «zéro émission nette» et l'industrie automobile, des produits européens et largement décarbonés bénéficieront à l'avenir d'un traitement préférentiel dans le cadre d'appels d'offres publics et de programmes d'encouragement.

L'économie suisse fortement concernée

L'économie suisse est directement affectée par cette évolution. Les relations économiques entre la Suisse et l'UE sont étroites et multiples: la Suisse est le quatrième partenaire commercial de l'UE, qui est, à l'inverse, de loin, le principal débouché et marché d'approvisionnement de la Suisse. Les entreprises suisses sont étroitement intégrées dans des chaînes de valeur européennes et comptent parmi les principaux investisseurs sur le marché unique européen. Dès lors, les jalons que pose l'UE en matière de politique industrielle ont un impact direct sur les conditions-cadre des entreprises suisses.

À long terme, le protectionnisme est dommageable pour la compétitivité

Cela dit, il est incontestable que l'Europe doit renforcer sa compétitivité. Le protectionnisme n'est toutefois pas la bonne réponse face aux défis géopolitiques. L'introduction de mesures telles que les prescriptions «Buy European» peut certes entraîner une hausse de la demande à court terme pour les fournisseurs locaux, mais cela ne renforce pas les véritables moteurs de la compétitivité: l'innovation, l'efficacité, la spécialisation et le progrès technologique. Au contraire, si des entreprises sont contraintes de s'approvisionner en produits semi-finis plus coûteux ou moins adaptés, les coûts de production s'alourdissent et la compétitivité internationale peut s'en trouver diminuée. De plus, cela risque d'entraîner une baisse de la pression concurrentielle et un report de gains de productivité nécessaires. À long terme, ce ne sont donc pas des mesures de protection, mais des conditions-cadre encourageant la productivité qui garantissent le succès d'une place économique. Les économies prospèrent lorsqu'elles sont sources d'innovations, qu'elles attirent des talents et qu'elles permettent aux entreprises de produire le plus efficacement possible.

La Suisse a tout intérêt à ce que l'UE renforce sa compétitivité. Cependant, celle-ci ne s'appuie pas sur le repli sur soi, mais sur la productivité, l'innovation et l'intégration dans des réseaux de création de valeur ouverts et performants, avec des partenaires de confiance. Des marchés ouverts et des réseaux internationaux de création de valeur performants restent le fondement de la prospérité et de la réussite économique, tant en Europe qu'en Suisse.

Prise de position sur l'Industrial Accelerator Act (IAA)



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste,
Vice-président du comité de direction



François Baur

Responsable Affaires européennes



Arnaud Midez

Responsable de projets Économie extérieure

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch